

Mémoire pour le plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025

M. Fitzgibbon,

Mme Lecours,

Par la présente, je souhaite attirer votre attention sur ma volonté d'aider humblement le ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec pour la mise en place de mesures novatrices stimulant l'entrepreneuriat québécois.

C'est en tant que chercheur et entrepreneur que j'ai décidé d'écrire ce document. Grâce à mon expérience internationale, par ma position en première ligne dans les instituts académiques et de recherche publique ainsi que mes récentes expériences en entrepreneuriat, je pense humblement pouvoir être capable de vous suggérer des initiatives stratégiques pour favoriser le développement de l'entrepreneuriat au Québec. J'ai décidé de participer à cet appel de mémoires afin de vous proposer des idées et des points de réflexion qui, je l'espère, pourraient vous aider dans la rédaction de votre plan stratégique.

Des nouvelles idées et propositions novatrices sont nécessaires pour la relance et la structuration de l'entrepreneuriat québécois. Par conséquent, un point de vue alternatif, multiculturel et pluridisciplinaire peut assurer à ce stade le développement de stratégies innovantes au Québec.

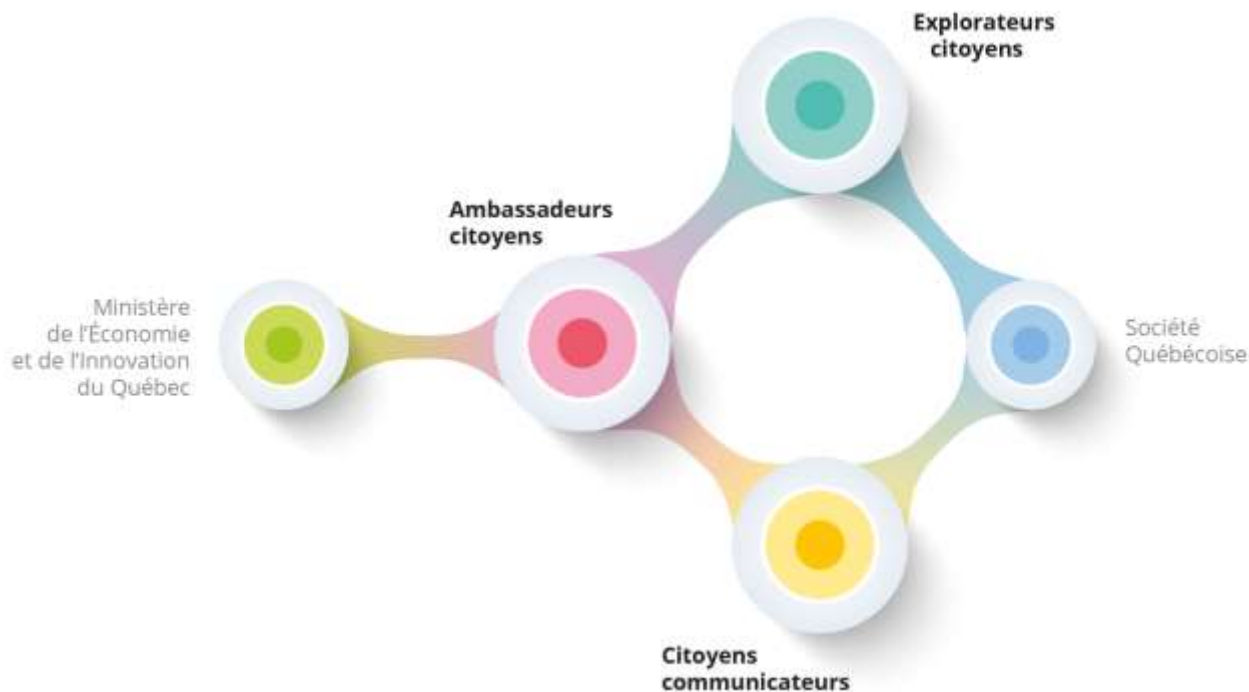
En espérant pouvoir collaborer bientôt avec vous, je vous prie de recevoir, madame, monsieur, mes salutations les plus cordiales.

Jacopo Profili

Chercheur-Entrepreneur dans le domaine des matériaux avancés par plasma froid

Liste de potentielles solutions et idées pour nourrir la réflexion

La liste de solutions et idées proposées dans ce document fait intervenir trois types de nouvelles entités citoyennes qui travailler en partenariat avec le ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec (voir le schéma suivant). À travers leurs interactions, des nouvelles problématiques, des solutions théoriques et des actions pourraient voir le jour.



Pour commencer, pertinent de redéfinir les termes d'**innovation** et d'**entrepreneuriat** pour leur donner sens plus concret dans le futur contexte québécois :

- Pourquoi voudrait-on mettre des efforts vers l'innovation et l'entrepreneuriat ?
- Quel est l'objectif des efforts mis pour un entrepreneuriat québécois ?

Bien que je pense qu'il sera primordial d'investir dans la réalisation d'un plan en entrepreneuriat, je trouve qu'il est nécessaire de **vulgariser les raisons** et les objectifs derrière cette démarche pour s'assurer une aide de la part de tous les Québécois. Il pourrait être nécessaire d'**exprimer clairement la direction** qu'on cherche à prendre en formalisant un plan pour l'entrepreneuriat, surligner les motivations (le pourquoi) et les moyens qui sont envisagés pour mesurer les objectifs du plan (comment et quand mesurer les avancements).

À ce stade, le premier point de départ est de définir le **POURQUOI** de cette démarche. Il est important de présenter la motivation profonde de cette stratégie afin de rejoindre le plus de québécois possible. En expliquant le pourquoi de ces efforts, on donnera une vision à laquelle le peuple québécois pourra se

raccrocher. Ainsi, il sera plus facile de comprendre les besoins et les solutions qui existent déjà dans notre environnement. De plus, les solutions prises en considérant seront plus représentatives des besoins existants.

À l'heure actuelle, la raison de cette démarche pour l'écriture d'un plan pour l'entrepreneuriat québécois n'est pas très claire pour plusieurs Québécois et résidents :

Est-ce que l'entrepreneuriat est nécessaire pour améliorer le progrès de notre société ?

Est-ce que l'entrepreneuriat est nécessaire pour atteindre un bien-être économique ?

Est-ce que l'entrepreneuriat est nécessaire pour atteindre un bien-être social ?

Ensuite il serait nécessaire de **changer les *a priori* sur les actions du gouvernement**. Pour cela, il faut stimuler l'action au sein de la population et le premier pas est d'organiser un **remue-méninge collectif**. Différents groupes de réflexion peuvent travailler ensemble sous la supervision d'animateurs spécialisés pour évaluer, discuter et sortir les meilleures idées. Pour qu'elles soient efficaces, à jour et agiles, ces activités devraient être proposées régulièrement et devraient être associées à des prises d'actions concrètes et publicisées. Pour cela les points suivants devraient considérer :

- la faisabilité des actions à prendre ;
- l'accord avec la réalité ;
- la structuration des actions à prendre ;
- la vision (qu'elle doit être commune avec le ministère et les Québécois) ;
- la mémoire des actions passées et des réalisations déjà faites.

Bien que parfois on manque de solutions ou d'idées, un observateur extérieur peut trouver une inspiration dans des situations similaires autour de lui. En s'entourant de personnes curieuses avec des profils internationaux, il sera possible d'évaluer au mieux l'ensemble des **solutions existantes** qui ont été déjà mises en pratique dans d'autres réalités culturelles. Cela signifie s'inspirer intelligemment. Afin de diminuer les solutions peu efficaces de « *copie & colle* », ces **explorateurs citoyens** pourront être accompagnés par des spécialistes lors de la rédaction des documents. De plus, pour évaluer si culturellement et économiquement les solutions peuvent s'adapter à notre société, des **projets pilotes** pourraient être mis en place. En effet, il est souvent difficile d'évaluer le potentiel d'un résultat à partir d'une proposition théorique, car on imagine seulement à partir de nos habitudes, en oubliant souvent qu'une société est composée d'individus et que les peurs et les limites de chaque individu sont différentes.

Naturellement, une résilience est nécessaire lors de ces expériences pour ne pas craindre d'apprendre et accepter qu'il soit nécessaire d'améliorer certains projets pilotes. Ces initiatives sponsorisées permettront théoriquement de stimuler encore plus d'actions citoyennes et surligneront la volonté de continuer vers un changement publiquement accepté.

Les points précédents considèrent intrinsèquement le **besoin de communiquer**. Cette communication, entre les entités du gouvernement et les citoyens ou résidents, est une des clefs du succès pour la mise en place de solutions utiles pour l'entrepreneuriat québécois. Malheureusement, on ne peut pas oublier la crise identitaire que notre société est en train de vivre, ainsi que la difficulté que les personnes aujourd'hui vivent concernant la relation aux décisions du gouvernement (instituts décisionnels). Cette problématique

est encore plus importante lorsqu'on s'attaque aux décisions qui se basent sur des données scientifiques ou obtenues avec une démarche rigoureuse.

Pour réinstaurer une **confiance de la population vers la science et le gouvernement**, il semble nécessaire de mettre encore plus d'efforts dans le « *savoir communiquer* ». Ce savoir communiquer passe par un duo de communicateurs scientifiques et de **citoyens communicateurs**. À titre d'exemple, le projet pilote initié avec le **collectif d'entrepreneurs scientifiques du Québec** permettrait de développer une plateforme d'échange directe entre les entrepreneurs scientifiques et le gouvernement. D'autres idées pourraient se concrétiser dans l'instauration d'**édifices publics de communication scientifique** à l'image de ce qui est déjà fait dans d'autres pays :

- Musée de la science et innovation (France, etc.);
- Musée des avancées technologiques (Allemagne, etc.) ;
- Musée de l'industrie (Allemagne, USA, etc.) ;
- Musée de l'art scientifique (France, Italie, etc.);
- etc.

Afin d'offrir à la relève la possibilité de soutenir de nouvelles solutions, il est important de donner de la place à l'**initiative citoyenne**, peu importe sa couleur ou son âge, pour qu'elle grandisse et soit reconnue. Cette initiative, qui devrait prendre une forme indépendante de tout organisme parapublic existant, permettra de développer des solutions pratiques, mises en place sur le terrain et proches de la réalité des entrepreneurs. Dans ce sens, le dynamisme, l'énergie et la force de ce changement citoyen pourraient être encore plus soutenus. Les initiatives validées et sponsorisées par le gouvernement permettront de montrer la volonté des instituts décisionnels de promouvoir l'innovation et le changement dans l'entrepreneuriat à travers les citoyens. Des **ambassadeurs citoyens**, sélectionnés par leur expérience et leur appartenance culturelle pourraient prendre en charge les discussions entre le gouvernement et les initiatives citoyennes. Pour n'oublier personne dans cette démarche de **partenariat citoyen avec le gouvernement**, on doit reconnaître l'appartenance visible et l'histoire de tous les acteurs participants. Dans ce contexte, leur diversité ne se résumera pas seulement à ce qu'on pourra voir (*c.a.d.* minorité visible), mais aussi à leur identité, classe sociale et expérience. Pour sélectionner les meilleurs candidats, des tests personnels (type NOVA, TRIMA, etc.) pourraient être envisagés afin que le gouvernement puisse rester le plus inclusif possible.

Parmi les actions préliminaires qui pourraient être considérées à ce stade pour stimuler une participation active citoyenne il serait possible d'envisager :

1. Un système de récompense financières pour les participants citoyens :
 - a. *Grande récompense* qui justifie les très bons **résultats** obtenus à la suite de la proposition du citoyen ou du regroupement citoyen afin de valoriser des actions structurantes dans l'entrepreneuriat pour la société ;
 - b. *Moyenne récompense* pour la **participation active** à travers des actions du citoyen ou du regroupement citoyen afin de valoriser la prise d'action ;
 - c. *Petite récompense* pour la participation active dans l'**écriture** d'une proposition par le citoyen ou du regroupement citoyen afin de valoriser la communication, l'échange et la discussion.
2. Des activités pour former les citoyens entrepreneurs à l'action, la communication et au partage :

- a. *Former par l'exemple* : à travers des témoignages réels d'entrepreneurs québécois, démystifier les *a priori* et stimuler la discussion. Ce type de **témoignage** pourrait prendre la forme de conférences, rencontres ciblées à des événements publics ou la rédaction d'articles et de livres vulgarisés ;
 - b. *Supporter les initiatives d'échange d'informations* entre les entrepreneurs *via* des **formations** en communication scientifique et la création d'événements adaptés ;
 - c. Déclencher des initiatives de *remue-méninges collectives* entre les entrepreneurs, les instituts décisionnels, les citoyens pour stimuler le **partage d'informations** ;
 - d. Proposer une série de *défis publics* ouverts à tous pour résoudre des **problèmes spécifiques** des industries sur le territoire québécois ;
 - e. Instaurer un *prix ou médaille gouvernementale* pour les entrepreneurs ou les citoyens montrant une **participation exemplaire** dans l'entrepreneuriat.
3. Faire une *étude indépendante des compagnies, des innovations et des technologies utilisées* ou disponibles sur le territoire québécois. Cette analyse devrait permettre d'évaluer les **possibilités, les coûts ainsi que leur besoin** afin d'améliorer l'entrepreneuriat québécois ;
4. Élaborer un plan stratégique pour répondre à la *modernisation de l'industrie québécoise*. Pour traduire cela, il sera possible de déterminer **quelle technologie est mature** (TRL10) **pour le marché** québécois d'aujourd'hui. Une analyse de leurs impacts économiques et sociaux sur notre territoire il semblerait aussi pertinente à ce stade ;
5. Maintenir une *veille technologique* sur les solutions en cours de développement à travers le monde pour anticiper les **futurs changements** ;
6. Développer un sentiment d'appartenance à une *société entrepreneuriale innovante unique au monde*. Cela permettrait de redonner confiance à la société et au gouvernement et redonnerait un **sens de fierté** au citoyen qui conduira au développement de ressources humaines proactives.
7. Investir dans la *relation économique Québec – Canada* et dans les échanges entre entrepreneurs de tous les territoires. Ces types d'interactions et d'échanges pourraient permettre de favoriser une économie toujours libre de liens de **dépendance commerciale internationale**.

Finalement, parmi les possibles actions à impact pour l'entrepreneuriat québécois, la création de solutions dirigeant la future industrie québécoise vers **des solutions plus écoresponsables** permettrait de stimuler une relance économique saine à long terme. Parmi les actions à court terme, on pourrait imaginer :

1. Utiliser et améliorer les *bases de données scientifiques* existantes ;
2. Fournir un *accès libre à l'information* scientifique pour tous ;
3. Rendre l'accès aux informations simple pour tous les niveaux culturels et classes sociales ;
4. Réguler l'accès aux ressources naturelles québécoises :
 - a. Donner une valeur à l'**eau** et faire payer ses consommateurs ;
 - b. Donner de la valeur à la **forêt**. Le coût du terrain couvert par un arbre sauvage pourrait être proportionnel au coût d'un arbre cultivé. Ce coût devrait *a priori* intégrer le prix de la biosphère (autres plantes et animaux) qui est détruite lors de l'exploitation forestière ;
 - c. Donner de la valeur aux ressources **minérales et d'énergies fossiles**. Créer un fonds environnemental public québécois à partir des redevances par m³ utilisé. Ce fonds public permettra de stimuler la recherche et l'entrepreneuriat pour trouver de nouvelles solutions sans conflit d'intérêts ;

Pour toute communication, à la suite de cette lettre s'adresser à :
Jacopo PROFILI Profili.jacopo@gmail.com

For any communication following this letter, please contact:
Jacopo PROFILI Profili.jacopo@gmail.com

- d.** Aider financièrement plus d'approches **agroalimentaires** (élevage et agriculture) plus modernes et écoresponsables favorisant la biodiversité (*c.a.d.* permaculture, agroforesterie, agriculture biodynamique, petite entreprise locale) ;
- e.** Créer une taxe sur les rejets pour chaque industrie qui produit des **déchets** (gaz, liquide ou solide). Développer des compagnies privées ayant un intérêt économique à traquer les polluants et pollueurs (récompense par analyse effectuée, par variété des produits analysés, par découverte de grand pollueur).